

11  
30  
34  
48  
66



**La CGT Educ'action Montpellier**  
syndicats de l'Education Nationale  
Aude - Gard - Hérault - Lozère - Pyrénées Orientales

[cgteducmontpellier.reference-syndicale.fr](http://cgteducmontpellier.reference-syndicale.fr)  
[montpellier@cgteduc.fr](mailto:montpellier@cgteduc.fr)  
06 72 02 59 69



### Communiqué de presse

## **Chronique d'une catastrophe annoncée**

En fin de semaine dernière, le nombre de classes fermées en France a augmenté de 60 % pour atteindre 3256. Devant ce triste record, Jean-Michel Blanquer se devrait de réagir. Pourtant, les annonces du ministre lors de la conférence de presse du vendredi 27 mars n'ont rassuré ni les personnels ni les familles.

Depuis des semaines, les organisations syndicales réclament des mesures renforcées dans les établissements pour enrayer la contamination. Par exemple, le manque criant de remplaçant·es dans le 1<sup>er</sup> degré, pour lequel nous ne cessons de tirer la sonnette d'alarme, n'a pas été pris en compte si bien qu'en cas d'absence d'un enseignant·e, ses collègues se répartissent les élèves et par là même accentue le brassage.

Dans le 2<sup>nd</sup> degré, nous ne comprenons pas l'entêtement du ministre pour ne pas annoncer la demi-jauge pour les collèges et la généraliser en lycée.

Malgré la crise sanitaire, aucune décision forte n'a été prise pour améliorer la médecine scolaire et de prévention qui reste très largement insuffisante et très peu attractive.

Dans l'académie Languedoc Roussillon, le nombre de contamination dans les écoles et les établissements du second degré explose cette semaine. Face à cette recrudescence de l'épidémie la réponse des DSDEN et ARS frise l'irresponsabilité. Dans certaines écoles et établissements, la mise en place de test salivaire est refusée car trop longue à mettre en place ou programmée ultérieurement (15 jours après les premiers cas) alors que de nombreux cas de contamination de personnels, de personnels territoriaux et d'élèves sont avérés. Plutôt que d'agir rapidement en testant immédiatement l'ensemble des élèves et personnels des établissements touchés pour mesurer l'ampleur de la contamination, plutôt que de fermer préventivement, de tester massivement, la DSDEN et l'ARS temporisent pour ne pas fermer des classes au mépris de la situation sanitaire.

Si la CGT Educ'action s'est prononcée pour le maintien de l'ouverture des écoles, collèges et lycées, il faut, en revanche, que toutes les mesures soient prises pour assurer la sécurité des personnels et des élèves, pour éviter de transformer les établissements scolaires en foyers de contamination. Cela implique une campagne massive de tests gratuits et l'abandon de l'exigence

mesquine de faire payer un euro aux personnels et aux familles, des masques chirurgicaux gratuits pour les élèves et les personnels, une campagne de vaccination, des recrutements massifs immédiats de personnels pour permettre le travail en effectifs réduits et la distanciation physique dans les cantines...

Pour la CGT Éduc'action, la situation dans les établissements scolaires est aujourd'hui très dégradée parce qu'aucune mesure n'a été prise en amont. Ces mesures, le ministre n'a pas souhaité les prendre, il n'a en rien anticipé : les écoles vont devoir fermer les unes après les autres. Plus qu'un échec c'est une catastrophe pour les familles : Jean-Michel Blanquer et le gouvernement en sont les seuls responsables.

La CGT Éduc'action demande la généralisation des demi-classes dans le second degré. Elle soutient les équipes mobilisées sur le terrain. Dans le premier degré, elle exige que toute demande de dédoublement de classes de la part des enseignant·es soit mise en œuvre et que les élèves des classes de primaire sans enseignant·es ne soient plus réparti·es dans les autres classes. Un recrutement massif de personnels doit immédiatement être lancé.

Partout où la situation sanitaire l'exige, la CGT Éduc'action appelle les personnels à se réunir en assemblée générale pour établir leurs revendications et à utiliser leur droit de retrait s'ils estiment leur santé et celle des élèves mise en danger.